

## Grèce : des experts français de la «task force» européenne seront chargés des évaluations... de la fonction publique !

La Grèce s'attaque, avec l'aide d'une Task force d'experts européens, à une série d'énormes chantiers au cœur de la crise traversée par le pays : réforme fiscale et de l'administration notamment.

L'an passé, "*l'objectif était de collecter 400 millions d'arriérés d'impôts, et il a été largement dépassé avec 946 millions d'euros*", s'est félicité Horst Reichenbach, en présentant le 2<sup>e</sup> rapport de la Task Force qu'il dirige, composée de 45 hauts fonctionnaires européens chargés de coordonner à Bruxelles et à Athènes les experts techniques envoyés par les États membres à la Grèce.

L'un des maux endémiques du pays aux déficits budgétaires abyssaux étant l'impossibilité de lever l'impôt, ce chantier a été l'un des premiers à être mis en œuvre, avec l'aide de 12 États membres et du Fonds Monétaire international.

Collecte d'impôts, contrôle fiscaux, résolution de litiges devant la justice, lutte contre le blanchiment d'argent, toute la palette de la politique fiscale du pays est passée en revue par des groupes d'experts venus aussi bien d'Allemagne que du Danemark ou de Suède.

En matière de fiscalité, des progrès doivent encore être faits, notamment dans la lutte contre l'évasion fiscale des riches contribuables et des grandes entreprises, ajoute le rapport, qui demande notamment l'établissement d'accords de coopération entre la Grèce et les autres États membres au sujet des propriétés immobilières détenues par des Grecs dans d'autres pays européens.

La Task Force s'attaque aussi au deuxième mal endémique du pays, le déficit commercial et les contraintes à l'exportation.

*"Il reste clairement beaucoup à faire pour améliorer les conditions pour les entreprises et supprimer des contraintes administratives"* a dit M. Reichenbach lors d'une conférence de presse, citant en exemple la durée des contrôles douaniers à l'exportation : 20 jours alors qu'il en faut seulement 10 dans le reste de l'UE.

*"Avant de pouvoir exporter, les opérateurs économiques doivent remplir des formulaires dans 10 ministères différents et 30 agences d'Etat"* note le rapport.

Selon une étude publiée par la Fédération grecque du Commerce, citée dans le rapport, quelque 60.000 entreprises ont fermé depuis le début de la crise en Grèce. "*Ce nombre doit doubler d'ici la fin de l'année*" s'inquiète le rapport, qui estime que le retrait des tracasseries administratives constitue une "*priorité*".

Autre gigantesque chantier, qui durera des années, la réforme de l'administration centrale et celle des collectivités locales, qui va être lancée avec l'aide d'experts venus de France et d'Allemagne.

Des évaluations de la fonction publique, ministère par ministère, doivent être menées par des équipes grecques, où figureront des observateurs experts français ou allemands, avant la fin de l'année.

Dès mars, les structures du ministère de la Réforme administrative et du ministère de l'Environnement vont être évaluées.

Des experts européens vont également participer à la réforme de la santé publique, celle du système judiciaire, ainsi que la lutte contre l'immigration illégale ou l'établissement d'un cadastre, avec pour objectif de le terminer en 2020.